

Situation de l'Agriculture

par Michel BONIN

Quand on prétend proposer une organisation entièrement nouvelle, anarchiste, le premier pas est de bien connaître ce qui existe pour pouvoir situer ce qu'on propose par rapport à la réalité, et ne pas parler dans le vide. Il faut regretter que ce principe soit trop peu pris en considération chez les anarchistes, qu'il s'agisse de l'agriculture ou du reste de l'économie, et on est le plus souvent amené à rechercher de la documentation sur ces sujets en dehors des publications libertaires. Je ne prétends pas combler cette lacune en ce qui concerne l'agriculture, mais au moins poser les bases d'un examen sérieux du problème. La révolution peut à la rigueur se permettre de ne pas s'occuper de la production de voitures pendant un an, mais elle pourra difficilement se passer de la production de blé. Cet article sera donc essentiellement un constat. La position que peuvent avoir les anarchistes vis-à-vis des problèmes agricoles tels qu'ils se posent dans notre société, leurs propositions en vue d'inscrire l'agriculture dans une société libertaire, mériteraient à elles seules une étude plus approfondie, avec en plus un débat dépassant le cadre de notre revue. Je me contenterai à ce sujet d'indiquer très brièvement mon point de vue.

**

L'AGRICULTURE, PROBLEME MONDIAL

Mon propos est surtout d'étudier la situation de l'agriculture dans notre société industrielle occidentale. Mais il me semble tout de même nécessaire, au départ, de replacer l'agriculture dans son cadre mondial. Ne serait-ce que pour rappeler que l'agriculture est essentiellement, pour l'homme, un moyen de subsistance, qui est devenu primordial pour lui, à partir d'un certain stade de son évolution. Et on a un peu tendance à l'oublier quand on se plonge dans les études et les projets qui sont publiés sur le sujet au niveau européen : il y est essentiellement question de rentabilité, de rationalisation, de revenu des agriculteurs. Quand on se place à l'échelle de la planète, la situation apparaît dans toute sa brutalité : d'un côté on a des nations à agriculture excédentaire, obligées de constituer d'énormes stocks, d'un autre côté des pays où la majeure partie de la population est sous-alimentée, ou meurt de faim. C'est l'économie de marché qui est responsable d'une telle situation, qui, dans ses grandes lignes, est relativement bien connue du grand public. Pour les nations nanties, il n'est pas intéressant de vendre leurs stocks aux pays sous-développés : ces derniers ne pouvant pas payer, la « vente » ne peut se faire qu'au titre d'une aide accordée. Or ces « aides » se font en général ainsi : on investit dans un secteur rentable dont on s'assure le monopole, et on rapatrie dans le pays d'origine des profits dépassant de loin le montant initial de l'aide. On comprend alors que les nations nanties ne manifestent aucun enthousiasme pour les aides en nature : leur générosité n'est pas assez payée de retour.

Le « Rapport Vedel » commente ces faits en des termes d'abord pudiques, puis plus explicites :

« Le volume de l'aide internationale consentie aux pays sous-développés sera nécessairement soumis à des limites et rien ne permet de pronostiquer que, d'ici à 1985, cette aide financera une exportation massive de biens agricoles et alimentaires en provenance des pays développés. »

« Les besoins biologiques immédiats du « tiers monde » excèdent à court terme largement les possibilités financières que les pays développés sont prêts à accorder compte tenu des avantages politiques recherchés et des rivalités entre les donataires. »

Encore faut-il savoir que les « dons généreux » ne sont pas toujours distribués à la population, mais souvent stockés par les usuriers locaux à des fins de spéculation. Les Etats nantis vendent par contre leur surproduction à ceux qui peuvent payer, notamment à l'U.R.S.S., lorsque sa récolte est mauvaise, ou à la Chine qui, comme l'a rapporté le « Canard enchaîné », a acheté du blé à la France, ce qui lui a permis de vendre du riz, qui vaut deux fois plus cher que le blé sur le marché mondial.

L'économie de marché, on le voit, détourne l'agriculture de son but primitif qui est d'alimenter l'homme, pour faire de ses produits des instruments de spéculation et fausser complètement la répartition des richesses de la terre. Il faut d'ailleurs noter que pour les peuples des pays sous-développés, la solution à l'insuffisance de leur production agricole ne consistera certainement pas à attendre que les pays nantis consentent à leur faire cadeau, à titre d' « aide », de leurs excédents, mais bien plutôt à renverser leur bourgeoisie nationale et à construire une agriculture nouvelle sur des bases socialistes. Des facteurs tels que la sécheresse, les inondations, la fertilité des sols, la capacité de travail d'hommes sous-alimentés ne sont certes pas là pour faciliter la tâche. Mais il y a deux raisons qui poussent à penser que c'est leur seule solution de survie. Tout d'abord les pays nantis, déjà peu enclins à octroyer une aide alimentaire, veulent en plus réduire leurs excédents pour des raisons que l'on examinera. En deuxième lieu, des expériences telles que celles de la Chine, du Vietnam du Nord, de Cuba, voire d'autres pays, et quel que soit le jugement qu'on peut porter sur le régime en place, montrent qu'il est possible d'organiser l'agriculture et l'économie de tels pays de façon à supprimer la famine endémique qui y règne. Pour les libertaires, il restera à trouver un cadre économique global qui permette à l'homme à la fois de manger à sa faim et de s'épanouir librement. Il n'en reste pas moins que c'est le problème agricole qui sera primordial à résoudre dans ces pays.

L'AGRICULTURE ET L'HOMME

Le phénomène agricole me semble soulever des problèmes qui nous intéressent particulièrement, quand nous déclarons vouloir placer l'homme au centre des préoccupations révolutionnaires. En effet, dans une économie où, comme dans la nôtre, en France ou en Europe, l'agriculture — avec divers compléments, tels que la pêche — suffit à assurer l'alimentation des gens, l'agriculteur, au départ tout du moins, est autre chose qu'un simple rouage dans la production : il est avant tout paysan, c'est-à-dire que, dans la lutte de l'homme contre les éléments matériels, il est celui qui est en contact le plus direct avec la nature, du moins tant que la mécanisation, l'industrialisation de l'agriculture ne réduisent pas le milieu naturel au seul rôle de moyen de production, et le paysan à sa seule

fonction de production d'aliments. C'est par ce contact du paysan avec la nature, au sein d'un milieu de vie particulier, que s'est épanouie une culture paysanne constituée d'un certain nombre d'habitudes de vie, du parler, du patois local. C'est certainement l'existence de cette culture paysanne, opposée à celle de l'ouvrier des villes, qui est une des raisons — outre celles d'ordre économique — de l'incompréhension fondamentale qui a existé entre le mouvement ouvrier et la paysannerie durant tout ce siècle. L'ouvrier, qui vit au sein d'un milieu créé pratiquement totalement des mains de l'homme, a un langage différent, un rythme de vie différent, des préoccupations et une façon de voir la vie différentes. Mais on peut dire qu'actuellement la culture paysanne est remise en cause par la société industrielle. Celle-ci veut transformer la ferme en entreprise agricole gérée selon des principes de rentabilité en tous points analogues à ceux des entreprises industrielles. Dès lors l'homme, le paysan, n'apparaît plus comme un être aux prises avec le milieu naturel. Son travail est détourné dans un cadre qui est tracé indépendamment de lui. Les points d'appui de sa culture sont profondément modifiés. En même temps, l'apparition d'éléments tels que l'automobile ou la télévision tend à tuer le caractère original qu'elle a pris dans chaque région. Et c'est une des raisons de la réapparition en France de revendications à caractères régionalistes dans un pays dont on avait un peu oublié les particularités provinciales. En vérité, ces slogans (Bretagne libre, Occitanie libre) ont certainement été plus repris par une certaine jeunesse intellectuelle, consciente du dépérissement de la culture paysanne dont elle était issue, que par la paysannerie elle-même. Certains groupes tentent de faire revivre les langues locales (breton, provençal, basque...), mais la lutte semble bien inégale entre eux et les moyens d'information et d'intoxication de masse dont dispose la société. On peut bien sûr regretter la perte de telles richesses culturelles et linguistiques. Mais, en corrélation avec ce qui précède, le problème qui risque de se poser avec plus d'acuité dans les années à venir, sera celui de la perte pour l'homme du contact direct et prolongé avec la nature. On en a déjà un avant-goût avec l'apparition relativement récente du phénomène touristique. Frustré de nature pendant toute l'année, le touriste « consomme », comme on dit maintenant, de la mer, de la montagne, et s'entasse en plein air sans savoir pour autant vivre dans la nature.

Un autre phénomène caractéristique est constitué par les tendances du genre hippy pour un retour permanent à la communauté rurale. Ce problème peut paraître secondaire à bien des révolutionnaires. Mais il se posera à eux tôt ou tard. L'habitat urbain n'est pas nécessairement la meilleure des solutions de vie. La boutade : « Il faut construire les villes à la campagne », mérite d'être méditée. Si on veut que la société libertaire se construise, il faudra bien que le courant passe un peu mieux que de nos jours entre l'ouvrier des villes et le travailleur des champs. On peut penser que pour cela, il faudra lutter contre un état d'esprit qui veut que les paysans « ne soient pas bien malins », qui associe au terme « paysan » une signification péjorative, et en définitive considère la culture paysanne comme moins évoluée et inférieure par rapport à celle de la ville, alors qu'elle n'est que différente. Il faut également permettre à l'homme de la ville de vivre dans des communautés rurales. Je pense que l'envoi périodique des étudiants aux travaux des champs serait certainement un des moyens les plus efficaces pour leur donner un peu du sens des réalités qui leur fait si cruellement défaut (comme à Cuba). On pourra également compter, le moment venu, que les naturistes, les végétariens, les architectes, les sociologues... et les paysans auront leur mot à dire.

L'AGRICULTURE DANS LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

J'ai anticipé, dans les paragraphes précédents, sur l'étude des faits économiques. C'est le moment d'y revenir. Le premier point est que, à l'heure actuelle,

que ce soit dans le cadre européen ou dans le cadre mondial, l'agriculture de la société industrielle subvient à des besoins qui dépassent largement la sphère d'action qui lui est propre. La constitution de complexes urbains de plus en plus importants fait que l'agriculture a une fonction à remplir dans le cadre de la nation : subvenir à leur alimentation. La démographie galopante de la planète impose également à l'agriculture une autre fonction sur le plan mondial : empêcher les famines et les disettes (même si l'économie de marché falsifie cette fonction). Tant que la société en était à un degré de développement tel que l'agriculture subvenait surtout aux besoins locaux et que les échanges ne dépassaient pas notablement l'échelon régional, cette dernière pouvait conserver au sein de la société une relative autonomie, se développer empiriquement, un peu de la façon dont elle l'entendait. L'agriculteur avait l'impression d'être un travailleur indépendant, le petit paysan se sentait libre de ses mouvements, même s'il vivait. Le cultivateur, petit, moyen et gros, était choyé par le régime qui voyait en lui un électorat solidement enraciné dans une tradition centriste. Mais la société industrielle se développant, les villes s'étendant, la demande venue de l'extérieur du pays s'amplifiant, l'agriculture doit subvenir au fur et à mesure à ces nouveaux besoins. Le volume de la production augmente alors, le volume des marchés également. La société industrielle ne peut alors plus tolérer longtemps que l'agriculture se développe de façon autonome et empirique (le terme « d'anarchie » est souvent employé dans les rapports officiels ou syndicaux). D'une part, cela risque d'amener pour elle des crises gênantes, comme on le voit en ce moment. D'autre part, si le petit agriculteur de la Haute-Ardèche reste persuadé que s'il vend ses patates, c'est uniquement pour lui, pour nourrir sa famille (loin de lui l'idée qu'il est un rouage dans un marché qui apporte des vivres à la nation), l'agriculteur industriel de Beauce ou de Brie, lui, sait qu'il est un élément de ce marché : s'il cultive, c'est pour gagner de l'argent ; s'il possède une exploitation, il faut qu'elle soit rentable.

La crise qui sévit actuellement sur le marché français et européen a pour cause profonde l'absence ou l'inopérance de toute planification des marchés, et pour cause directe de la surproduction, avec en outre des dysfonctionnements dus à l'affrontement des intérêts particuliers. L'échec de la planification, lorsqu'elle existe, comme en France, outre qu'il est celui de toute planification dictée par le sommet, est dû au fait que pour les gros producteurs qui font la loi sur le marché, gagner de l'argent passe avant le respect du plan. Aussi le technocrate Mansholt en appelle-t-il à la « discipline des producteurs ». La société industrielle est prise dans cette contradiction : pour éviter les crises, il faut tracer un cadre à l'économie, en particulier à l'agriculture. Mais en même temps, pour ne pas aller à l'encontre de son idéologie, il lui faut proclamer en paroles le contraire de ce qu'elle veut faire en actes, et dire que chacun est libre de travailler comme il l'entend.

« ... Personne n'est obligé de se plier à un avenir que d'autres auraient déterminé à sa place. Où se trouve, dès lors, la prétendue contrainte ou l'aliénation de la liberté... », proteste vertueusement M. Mansholt, qui ne manque pas de justifier sa proposition d'accélération de l'intégration de l'agriculture dans le cadre de la société industrielle par des considérations des plus morales. Le maintien de la planification par le haut, le fait que les gros producteurs (industriels et agricoles d'ailleurs) se moquent le plus souvent de leurs propres règles en matière de planification, et obligent l'Etat à penser que les crises du marché ne sont pas près d'être résorbées. Ces crises sont de ces éléments qui peuvent dérégler les machines complexes des Etats, et, en conjonction avec d'autres facteurs, amener une situation révolutionnaire.

La cause immédiate de la crise est la surproduction qui exige ce qu'on appelle le « soutien des marchés », c'est-à-dire le soutien des prix agricoles. Si on s'en tenait en effet à la loi de l'offre et de la demande, la demande étant limitée

par la consommation de ceux qui peuvent payer, comme on l'a vu, et l'offre étant trop grande, on assisterait à une chute des prix qui, si l'on en juge par les moyens mis en œuvre pour l'empêcher, mettrait en danger la sécurité des régimes en place par la ruine probable de tous les petits et moyens agriculteurs, et, en priorité de ceux qui se sont endettés pour s'équiper de façon moderne. Si l'on en croit les statistiques du plan Mansholt, au niveau européen, alors que les dépenses générales pour l'agriculture augmentaient entre 1960 et 1967 de 135,4 %, les seules dépenses de soutien des marchés augmentaient de 206 % pour occuper 23,5 % du total des dépenses en 1967*.

La politique de soutien des prix mène à une impasse : les excédents étant automatiquement achetés aux agriculteurs, leur production ne cesse d'augmenter et leur rachat enflé le budget sans limitation. Les réformes en profondeur étant sacrifiées, rien ne vient arrêter le cercle vicieux. D'autre part, si cette politique évite la ruine des petits et moyens producteurs, elle profite surtout aux gros producteurs qui, eux, ont les moyens d'augmenter leur production, tandis que le revenu des autres agriculteurs a tendance à stagner ou à régresser. Un député U.D.R. écrit à ce propos dans « Le Monde » (26-11-69) :

« Le fermier qui gère de 10 à 20 hectares et qui lutte contre la misère bénéficie de 3 500 francs de la part de l'Etat, et l'exploitant de 100 hectares touche 32 000 francs par an.

« On a ainsi donné une Cadillac de plus à celui qui en a déjà une. »



LE PLAN MANSHOLT

Le plan Mansholt, qui a constaté que cette crise du marché agricole ne pouvait être résorbée par les palliatifs qu'on y apportait au jour le jour, essaie de tracer le cadre global de l'intégration de l'agriculture dans la société industrielle et de résoudre la crise dans ce cadre. Le tollé fut général chez les agriculteurs, ce qui a conféré à ce plan une célébrité qu'il ne méritait peut-être pas si l'on en juge par le degré d'originalité des idées qu'il développe. Que 5 millions d'agriculteurs européens aient à quitter la terre d'ici à 1980, on le savait déjà, puisque c'est déjà ce qui s'est produit entre 1950 et 1960 et entre 1960 et 1970. On le savait déjà, même si tout le monde, gouvernement ou syndicat, était d'accord pour dire au petit exploitant qu'il avait le droit de vivre. Que les grosses exploitations sont rentables et que les petites ne le sont pas, cela aussi, on s'en doutait déjà. Mais ce qui était choquant dans le plan Mansholt, c'était précisément de mettre pour la première fois l'agriculteur en face du cadre que la société industrielle avait tracé pour lui, et de lui dire : c'est comme cela, c'est ici, c'est ceci qu'il faut produire, même si M. Mansholt prenait des gants pour le dire ou même, pour rassurer, affirmait exactement le contraire (« Où est l'aliénation de la liberté... »).

* Je crois utile de citer certains chiffres, dans la mesure où ils m'ont paru significatifs. Mais quand on se plonge un instant dans les statistiques qu'on peut consulter de diverses sources, il faut reconnaître qu'on en sort pour le moins méfiant sur leur compte. Quand on réussit à comprendre le jargon technique, on se trouve devant des successions de faits présentés isolément, des séries de chiffres sans liaison les uns avec les autres. On n'est jamais bien sûr de ce qui se cache derrière les divers titres des budgets et en les additionnant chacun pris séparément, on ne retrouve en général pas le total général... Quant aux comptes rendus des discussions du budget agricole à l'Assemblée nationale, par exemple, qu'on peut consulter dans « Le Monde », c'est un tissu de platitudes sans queue ni tête où s'accumulent les criailles des députés défendant leur beefsteak, qui dégoûtent n'importe quel être sensé et dans lequel le lecteur en quête d'information a du mal à piocher un ou deux éléments intéressants. Il n'est pas étonnant que les agriculteurs, pour qui tout cela, comme pour l'homme de la rue, est de l'hébreu, aient souvent le sentiment d'être bernés par ce qu'on leur raconte.

Indiquons brièvement les propositions de Mansholt : Tout d'abord, toute une série de mesures incitant les agriculteurs à quitter leur profession et à affecter leurs terres au plan de modernisation. Les agriculteurs âgés bénéficieront d'une préretraite et d'un complément de retraite, les jeunes agriculteurs de mesures pour faciliter leur reconversion, les enfants d'agriculteurs d'une formation professionnelle (bourses, etc.). Ceux qui affecteront leurs terres au programme de modernisation auront une « prime d'apport structurel ». Il faudra créer des emplois nouveaux pour reclasser les agriculteurs — des problèmes épineux risquent d'être posés par les régions presque uniquement agricoles, à faible densité de population, où les industries sont peu disposées à s'implanter, et où souvent les habitants préfèrent vivoter plutôt que de partir loin. L'effort de diminution de la population agricole devra surtout porter sur les chefs d'exploitation. En effet, ces dernières années, ce sont surtout les salariés agricoles, ou des membres de la famille de l'agriculteur qui ont quitté le métier, ce qui fait que même si le nombre d'agriculteurs globalement diminuait, les exploitations restaient pour la plupart du temps en place, et la structure traditionnelle de l'agriculture se modifiait peu. C'est sur ce dernier point que porte également le plan Mansholt : il s'agit de mettre en place des entreprises agricoles dont les dimensions répondent à une règle principale : la rentabilité. Voici la définition de ces entreprises :

« La production agricole doit, de plus en plus, avoir son siège dans des entreprises gérées de façon efficace, c'est-à-dire possédant une comptabilité, un plan de développement, et ayant des dimensions suffisantes pour que ceux qui y travaillent bénéficient d'un revenu et d'un mode de vie comparable à celui des catégories socio-professionnelles équivalentes. »

Ces critères ne sont pas en eux-mêmes nouveaux. Ce sont ceux de la technocratie moderne ou, comme on dit, du « management ». Ils comportent une exigence : gagner le plus d'argent possible, d'où l'impératif d'une gestion où rien n'est laissé au hasard, tout est pesé et calculé. Pour qui connaît même très peu le milieu paysan, il ne fait pas de doute que ces règles sont en contradiction complète avec la mentalité paysanne, notamment avec la notion intuitive que le paysan a de sa liberté d'agir. Le cas des petits exploitants, qui sont seuls ou seulement un ménage, n'est pas rare. Pouvoir rester sur leurs terres pour subvenir à leurs besoins, qui sont peu importants, le plus longtemps qu'ils le pourront : voilà leur seul but. Ils n'ont pas de gestion efficace, pas de plan de développement. La seule chose qui les touche dans le plan Mansholt, c'est qu'on voudrait les voir partir : on comprend que les mots de solitude et de désespoir qui sont parfois employés à propos des agriculteurs ne soient pas toujours déplacés. Pour les plus gros exploitants, le plan Mansholt, même s'il va dans le sens de leurs intérêts, choque aussi leur mentalité, de la même façon qu'un petit patron libéral de l'industrie est choqué par les principes des technocrates. Mais pour eux, le problème sera surtout de se faire prier le plus longtemps possible afin de garder leur influence sur le gros des troupes syndicales et de retirer de la situation le maximum d'avantages.

Le plan Mansholt espère arriver progressivement à une meilleure régulation des prix et des marchés par la rationalisation des entreprises agricoles qui devront chercher à axer leurs productions sur la demande. Mais Mansholt, qui sait bien que lorsqu'il s'agit de gagner de l'argent, les solutions de facilités sont souvent retenues (ici, l'augmentation massive de la production, ce qui irait à l'encontre des buts poursuivis par le plan) propose « une plus grande discipline des producteurs ».

« Des mesures devront tendre à une meilleure information des partenaires (producteurs, industriels et commerçants), à une plus grande discipline des producteurs et à une certaine concentration de l'offre. Des groupements professionnels devront être créés au niveau européen et se voir confier certaines responsabilités en ce domaine. »

Enfin, le plan Mansholt envisage également une réduction sensible des surfaces cultivées (boisement, parcs naturels) pour permettre également la réduction des excédents.

Le plan Mansholt, s'il a effectivement des chances de résorber (mais au détriment des plus pauvres) certaines crises ou dysfonctionnements provoqués par la mauvaise intégration de l'agriculture dans la société industrielle, n'en met pas pour autant celle-ci à l'abri des crises conjoncturelles que traverse épisodiquement cette société. Les technocrates pourraient même avoir des surprises dues au fait que la complexité des structures à mettre en place augmentera encore celle de la société industrielle et, par conséquent, sa fragilité.

LA SITUATION DE L'AGRICULTURE EN FRANCE

De 1960 à 1967, les dépenses agricoles de la France ont augmenté de 196,7 %. On voit que le gouvernement français, en apparence du moins, n'a pas ménagé ses efforts. En 1967, de tous les pays d'Europe, c'est la France qui dépense le plus, et de loin, pour son agriculture, alors qu'elle était pratiquement à égalité avec l'Allemagne en 1960. C'est elle qui a le taux de croissance de budget le plus élevé. Il n'est sans doute pas exagéré de dire que le régime gaulliste a, pour une bonne part, de 1958 à 1968, acheté les agriculteurs pour assurer sa survie, et qu'il a systématiquement étouffé les problèmes agricoles, plutôt que de leur chercher des solutions. L'examen rapide de la progression du budget de 1967 à 1968 peut nous renseigner à cet égard. Les dépenses de soutien des marchés font un bond de 60 % en une seule année. Par rapport au budget total, elles passent de la proportion de 21,2 % à 27,1 %. Le budget, lui, augmente de 25,5 %. En 1967, il est de 10,5 milliards ; en 1968, de 13 milliards, en 1969 de 17 milliards. Et le budget de 1970, qui est, avec 18 milliards, un budget d'austérité, n'en atteint pas moins 6 fois le budget de 1958. A côté des dépenses de soutien des marchés, il faut noter l'importance de la contribution au Budget annexe des prestations sociales agricoles (B.A.P.S.A.). Ce budget alimente les caisses d'assurance vieillesse, d'assurance maladie, d'allocations familiales (pour les non-salariés). Il est financé de trois façons : directement par les cotisations des exploitants, indirectement par les taxes sur les produits agricoles, et extérieurement par l'Etat. En 1968, la contribution de l'Etat est de 74 % du budget du B.A.P.S.A., soit 35 % du budget agricole total. Quant aux dépenses consacrées à l'équipement agricole, aux investissements, encore appelées « dépenses en capital », elles n'augmentent que de 5,8 %. Les dépenses pour « faire plaisir » aux agriculteurs et, on l'a vu, essentiellement aux gros agriculteurs, priment donc de loin les investissements à long terme. Même lorsqu'il s'agit de rogner sur les dépenses, comme en 1970, cela est visible : les dépenses en capital sont amputées, l'enseignement agricole est sacrifié (c'est un député U.D.R. qui le dit à la Chambre). Les dépenses de soutien des marchés continuent d'augmenter. On peut penser qu'une telle politique, entraînant des dépenses improductives augmentant rapidement, a eu une part dans les ennuis du franc. Notons encore que, parmi les pays du Marché commun, c'est en France que la diminution du nombre des agriculteurs est la plus lente.



Entre 1962 et 1966, elle est de 2,6 % seulement pour les chefs d'exploitation (4,1 % pour la Belgique) et de 4,2 % pour les aides familiaux et les salariés (8,3 % pour la Belgique). On voit que, pour ce qui concerne l'éventuelle application du plan Mansholt en France, l'Etat n'en prend pas précisément la direction. Le plan d'austérité, les restrictions de crédit, d'une façon générale une politique qui consiste à reporter d'année en année toutes les dépenses d'équipement, à toujours réaliser par portions ce qui demande à être fait en bloc, tout cela va bien peu dans le sens de la réforme radicale des structures proposée par Mansholt. Le gouvernement a dépensé énormément d'argent uniquement pour des palliatifs. En même temps, les problèmes s'aggravaient et les agriculteurs entendaient des discours contradictoires : reconvertissez-vous, produisez plus de lait et moins de viande, plus de viande et moins de lait... Ce sont dans des régions telles que la Bretagne, l'Auvergne, le Midi aquitain, que les problèmes de niveau de vie étaient particulièrement ressentis, et les premières rébellions se sont produites dans ces régions, qui sont essentiellement celles de la petite exploitation familiale artisanale. Il n'est pas exagéré de parler de colonisation à propos de ces régions, notamment la Bretagne. On achète leurs produits à bas prix, et on s'enrichit sur leur dos, d'une part en revendant ces produits beaucoup plus chers sur le marché, d'autre part en leur fournissant des articles de première nécessité venant de l'extérieur.

Le malaise paysans est sans doute, finalement, assez semblable à celui que peuvent ressentir bon nombre de Français de toutes professions et que ne traduit peut-être pas trop mal ces mots : être manipulés. C'est-à-dire tantôt berné par des promesses, tantôt considéré comme un simple instrument, quelque chose qui ne compte pas, quelqu'un qui serait dans une administration à la recherche de ce renseignement : « Comment vivre une vie qui me plaise ? », et qu'on renverrait de guichet en guichet avec pour seule réponse : « La vie ? Cela ne nous concerne pas. » Dans les causes de la récente flambée de colère, il faut sans doute compter que, outre l'accumulation de la rancœur, la récente dévaluation a agi comme un coup de fouet. Le monde paysan y a peut-être été plus sensible que le monde ouvrier.

L'originalité des manifestations paysannes est certainement un élément intéressant du malaise paysan. On ne peut pas dire que les paysans manquent d'imagination. Ils ont certainement plus d'humour et d'efficacité que les étudiants : séquestration de ministres, manifestations bloquant la circulation, occupation ou déprédation des préfectures, barrages de tracteurs ou de pneus enflammés, fumier devant les sous-préfectures, vaches, cochons, volailles apportés en paiement des impôts chez le percepteur, pancartes rappelant « Jacquou le Croquant », distribution des surplus à la population, etc. Il ne faut pas pour autant tout mettre sur le même plan en ce qui concerne les actions des paysans. Caractéristique est l'action des salariés agricoles C.F.D.T. (liés aux étudiants en agriculture) occupant le siège de la F.N.S.E.A. (« Le Monde » du 22-11-69) prenant ainsi les « gros » au piège de la contestation.

Le pouvoir a commis l'erreur grossière de prendre les agriculteurs pour des gauchistes. Ils eurent droit aux C.R.S. et aux incarcérations. Maladresse qu'il a fallu atténuer un peu, quitte à ce qu'on s'aperçoive un peu plus de la dépendance entre la justice et le pouvoir.

L'industrie a de plus en plus tendance à s'introduire directement dans le domaine agricole. C'est l'exemple du Crédit agricole qui avait au départ une base mutualiste, et dont on s'est servi récemment pour financer la fusion entre deux trusts alimentaires. Un autre exemple est celui d'un industriel bien connu finançant des plantations d'arbres fruitiers à grande échelle, alors que l'on est en pleine surproduction.

**

Quelles solutions les libertaires peuvent-ils proposer ? Tout d'abord, sur le plan économique, il est certain que la répartition des masses globales de revenus allouées à chacun des groupes qui composent la société se fait actuellement non pas dans un souci de justice sociale, mais en fonction des intérêts qu'y voit le libéralisme économique, qui met son argent là où il voit que cela est rentable, avec à l'intérieur des groupes des variations de distribution qui sont dus aux rapports de force momentanés. La première chose à faire est de répartir autrement, sur des bases égalitaires, ces masses de revenus globales, c'est-à-dire que par exemple, dans le cas de l'agriculture, il faudra lui donner la part qui lui revient effectivement dans le revenu national, celle qui correspond non pas à des critères de rentabilité, mais au travail qui est effectivement accompli. Autrement dit on ne paye plus le produit, mais le travail, étant bien entendu qu'il ne s'agit là que d'une part globale, la répartition devant se faire de façon égalitaire par les agriculteurs eux-mêmes organisés en syndicats sur une base fédéraliste. Quant à la modernisation et à la mécanisation, elles ne doivent pas, dans la mesure où les secteurs industriel et tertiaire semblent relativement saturés, se faire sur la base de la diminution de la population agricole, mais sur celle de la diminution du temps de travail des agriculteurs, ou de l'organisation de leurs loisirs (point sur lequel ils sont défavorisés). En ce qui concerne la prévision des besoins la répartition des produits, il faudra étudier une «planification» non pas imposée par le sommet, mais discutée au niveau de la commune, des fédérations régionales et nationales et acceptable pour tous. Enfin, comme je l'ai dit, il faudra rendre sa place à la culture paysanne, et je pense que ce n'est pas là l'élément le moins important si l'on veut rendre confiance aux paysans et qu'ils n'aient pas l'impression d'occuper dans la société un rang inférieur de l'échelle des fonctions.

M. B.

LA TOUR DE FEU

REVUE INTERNATIONALE DE CRÉATION POÉTIQUE

Directeur : **Pierre BOUJUT**

16-JARNAC (Charente)

DÉFENSE DE L'HOMME

Revue Mensuelle

Directeur : Louis DORLET

En vente à la Librairie PUBLICO

